



AU SOMMAIRE

Éditorial

Politique

+ « L'Afrique Noire est mal partie ! » par Louis Caudron page 2

Développement

+ « Aires alimentaires métropolisées : une solution pour l'Afrique » par Pierre Jacquemot page 8
+ La question sociale en Afrique subsaharienne par Pierre Auffret page 10

Culturel

+ Le piano d'Albert par Loys Dupuy page 12
+ Cinéma au Niger par Gilles Lainé page 14
+ Présentation du festival « Visions d'Afrique » du 21 au 25 octobre par Gérard La Cognata page 14

Éditorial

Depuis la sortie du bulletin N°5, la situation de l'approvisionnement en céréales s'est améliorée avec la réouverture des ports ukrainiens début août dernier ce qui n'empêche pas une inflation généralisée des prix sur les marchés africains ce qui rogne le pouvoir d'achat des populations.

En Europe, sont arrivés au pouvoir dans deux pays de l'Union, la Suède et l'Italie, des gouvernements dominés par l'extrême droite avec parmi leurs thèmes principaux une politique anti-immigration et plus largement de méfiance vis-à-vis de l'étranger. Cette situation est évidemment susceptible d'avoir des incidences négatives sur les politiques de l'Europe en matière d'immigration et d'asile. Au Sahel, la détérioration de la situation politique sous la pression des rebelles et le rôle obscur de la Russie et de sa propagande, notamment dans les armées, ne manquent pas d'inquiéter.

Depuis début septembre, l'association a lancé sa campagne d'adhésions en rappelant les trois objets de celle-ci : renforcer les liens entre notre pays et l'Afrique, participer à la coopération à son développement et promouvoir les cultures africaines. Nous prévoyons l'organisation de Rencontres qui aura pour thème l'« Image de la France en Afrique ». Nous ne serons audibles que si nous sommes nombreux à y adhérer !

Au sujet du contenu des bulletins, l'association privilégie les articles de ses adhérents. Les points de vue émis dans les articles le sont sous la seule responsabilité des auteurs. Nous vous encourageons à exprimer vos avis à leur sujet.

Joël Dine Gérard La Cognata Michel Bousquet

De la politique

SOMMET FRANCE-AFRIQUE



« L'Afrique Noire est mal partie !»

Trois questions aux gouvernements africains

Point de vue de Louis Caudron¹

En 1962, le célèbre agronome René Dumont publiait « L'Afrique Noire est mal partie ». Ardent promoteur de la décolonisation et grand ami des africains, il n'hésitait pourtant pas à critiquer leur désintérêt pour l'agriculture ou la propension de beaucoup de nouveaux dirigeants africains à préférer leur intérêt personnel à l'intérêt général. Ce livre fit scandale, mais, 60 ans après, il reste d'actualité. Alors que, dans le reste du monde, notamment en Asie, de nombreux pays ont connu un développement rapide porté par la mondialisation, l'Afrique ne « décolle » pas. L'espoir suscité par les bons résultats de certains pays africains dans les années 2000 s'est effondré à partir de 2015 avec la chute du prix des matières premières. L'examen des statistiques économiques des pays africains montrent que, sur les 30 dernières années, l'Afrique a accentué son retard sur le reste du monde.

Les Africains ne sont pas moins intelligents que les Asiatiques et, si les résultats ne sont pas au rendez-vous, il faut interroger les politiques menées par les gouvernements africains, surtout si elles sont différentes de celles qui ont permis le développement de beaucoup de pays asiatiques. Les deux questions que René Dumont posait aux Africains : *pourquoi négligez-vous votre agriculture ? Pourquoi travaillez-*

vous d'abord dans l'intérêt de votre clan ou de votre famille ? restent d'actualité.

Il s'en est ajouté une troisième qui n'était pas apparente en 1962 : *pourquoi ne pas chercher à limiter les naissances ?*

Il est difficile de discuter de ces questions avec les responsables africains. Ils sont fondés à soutenir que nous n'avons pas à nous ingérer dans leur politique de développement et que c'est à eux seuls de déterminer leurs priorités. Il y a cependant un problème pour la France et pour l'Europe, c'est que si l'Afrique ne va pas bien et si les crises s'y multiplient, cela aura des conséquences sur le continent le plus proche, l'Europe. Cela incite à donner son avis.

La présente note a pour objet de décrire l'évolution depuis 1990 et la situation actuelle des pays africains et de montrer que les trois questions posées ci-dessus sont essentielles et devraient faire l'objet de larges débats avec les pays africains.

Le développement économique des pays africains de 1990 à 2020

L'Afrique n'est pas un continent homogène. Pour décrire son évolution depuis trois décennies, il faut regarder pays par pays. Pour cela un bon critère est le PIB par habitant². La production d'un pays rapportée au nombre d'habitants donne une bonne approximation des ressources disponibles pour sa population. Calculé en dollars constants, le PIB/habitant peut être utilisé pour des comparaisons dans le temps. Avec la correction dite de la « Parité de Pouvoir d'Achat », c'est un bon indicateur du niveau de vie moyen des habitants du pays.

Un classement a été établi par l'Université de Sherbrooke au Canada, en 1990 et en 2020 de 155 pays du monde, dont 48 pays d'Afrique, en fonction de leur PIB par habitant calculé en dollars constants (valeur 2011) avec la correction de la parité de pouvoir

¹ Ingénieur Général Honoraire du Génie Rural des Eaux et des Forêts, ancien Sous-Directeur du Développement Rural au Ministère de la Coopération

² Ce PIB/hab ne dit rien de la répartition du revenu dans les différentes couches de la population.

d'achat . Les pays africains se concentrent en fin de classement et la situation s'est dégradée entre 1990 et 2020. En 1990, le pays le mieux classé, le Gabon, était 36e/155. En 2020, c'est l'île Maurice qui est 56e/155. Parmi les 30 pays les moins bien classés, il y avait 21 pays africains en 1990. Il y en a 27 en 2020.

L'écart entre les pays africains et les autres pays du monde est important. Le PIB par habitant des 48 pays africains était en moyenne en 1990 de 3709 \$, soit environ 300 \$ par mois. Pour les 107 autres pays du monde, c'était en moyenne 17679 \$, soit près de cinq fois plus. Dans les pays hors d'Afrique, certains sont avantageés par leur histoire, comme les États-Unis ou les pays européens ou par leurs ressources naturelles comme les pays pétroliers. Si on sort du calcul les 25 pays les plus riches du monde pour ne conserver que les 82 pays restants qui sont plus comparables aux pays africains, on constate encore en 1990 que le PIB moyen par habitant de ces 82 pays s'établit à 9590 \$, soit environ 800 \$ par mois. C'est 2,8 fois plus qu'en Afrique.

En 2020, la situation ne s'est pas améliorée. Pour les pays africains, le PIB moyen par habitant est passé à 5154 \$, soit 430 \$ par mois. Dans le reste du monde, le PIB moyen par habitant des 82 pays comparables a atteint 17259 \$, soit 1400 \$ par mois. C'est 3,3 fois plus qu'en Afrique. L'écart s'est accentué.

Sur les 48 pays africains, il n'y en a que 9 qui dépassent 10000 \$ par an, soit 800 \$ par mois. La grande majorité, soit 31 pays sur 48, est en dessous de 5 000 \$, soit environ 400 \$ par mois.

Si on s'intéresse à la progression entre 1990 et 2020, il n'y a qu'une dizaine de pays qui ont connu en trente ans, comme beaucoup de pays du monde, au moins un doublement de leur PIB par habitant : la Guinée Equatoriale, le Cap Vert, l'Éthiopie, le Mozambique, l'île Maurice, l'Ouganda, le Ghana, le Rwanda, le Burkina et l'Égypte. Si l'on met à part la Guinée Equatoriale et le Mozambique où la progression est due à la découverte de ressources pétrolières, les meilleurs résultats ont été obtenus par le Cap Vert, l'Éthiopie (jusqu'en 2020) et le Rwanda (après 1994). Les résultats de cette dizaine de pays africains sont remarquables, car la progression de leur PIB par habitant a été ralentie par la forte augmentation de leur population. Ces dix pays ont réussi à maintenir sur longue période un taux de croissance de leur PIB national de l'ordre de 4 % par an, ce qui peut faire envie à bien des pays européens.

Par contre, dans 12 pays africains, les habitants sont plus pauvres en 2020 qu'en 1990. (Les Comores, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Zimbabwe, le Libéria, Madagascar, le Gabon, la République Centrafricaine, le Congo, la République Démocratique du Congo, la Libye et le Burundi).

Le pays le plus pauvre du monde est le Burundi avec 731 \$ par habitant. Dans ce pays de 12 millions d'habitants, plus de la moitié de la population vit sous

le seuil de pauvreté fixé par la Banque Mondiale à 1,9 dollars par jour.

En 2020, la CNUCED estimait à 490 millions le nombre de pauvres en Afrique sur une population totale de 1,2 milliards d'habitants. Alors que le nombre de pauvres a diminué dans le reste du monde, particulièrement en Asie, il a continué à augmenter en Afrique.

La COVID 19 a encore dégradé la situation. On sait que l'Afrique a relativement bien résisté à la COVID sur le plan sanitaire et a connu proportionnellement beaucoup moins de décès que l'Europe ou les États-Unis. Par contre, elle est durement touchée par les conséquences économiques de la crise mondiale. On n'a pas encore de statistiques précises, mais on sait déjà que le nombre de pauvres a augmenté.

La guerre en Ukraine prive l'Afrique de millions de tonnes de céréales qu'elle importait de Russie et d'Ukraine. Les solutions de remplacement ne sont pas évidentes et l'Afrique sera de toute façon impactée par le renchérissement du prix des céréales. Le ralentissement économique de la Chine va aussi se faire sentir en Afrique.

Il est donc à peu près sûr que la situation des pays d'Afrique décrite en 2020 s'est détériorée en 2022. En particulier, le risque de crise alimentaire devrait amener à remettre en cause des principes ou des situations acquises et à se poser les bonnes questions.

Pourquoi le développement est-il si lent en Afrique ?

Certains experts sont tentés de rechercher des causes extérieures et considèrent que c'est le manque de soutien financier à l'Afrique qui explique la situation actuelle. Ils constatent que les pays développés qui se sont engagés depuis plus de 20 ans à consacrer 0,7 % de leur PIB à l'Aide Publique au Développement ne tiennent pas leurs promesses, la moyenne étant de l'ordre de 0,35 %. Cette explication ne tient pas, si l'on examine les chiffres.

L'Afrique bénéficie d'apports financiers extérieurs importants depuis des décennies. Au titre de l'Aide Publique au Développement, elle reçoit en général plus de 30 milliards de \$ par an. Les transferts financiers des Africains qui vivent hors d'Afrique et envoient de l'argent à leur famille représentent plus de 45 milliards de \$ par an (49 milliards en 2021 pour l'Afrique Sud Saharienne).

Enfin l'Afrique a bénéficié d'investissements étrangers importants, notamment de la part de la Chine. Ces investissements directs étrangers représentaient 47 milliards de dollars en 2019. Ils ont baissé à 40 milliards de \$ en 2020 à cause de la crise de la COVID 19.

Pour apprécier l'importance de ces transferts financiers, on peut faire la comparaison avec le plan Marshall qui, à la fin de la deuxième guerre mondiale, a provoqué une reprise rapide de l'économie européenne et reste un exemple souvent cité. De 1948

à 1952 le plan Marshall a apporté à l'Europe 13,3 milliards de \$. Réévalués en dollars actuels, les 13,3 milliards de la période 1948-1952 représentent 140 milliards de \$, soit 35 milliards de \$ par an. C'est à peu près le montant annuel de l'Aide Publique au Développement reçue par l'Afrique.

Avec l'Aide Publique au Développement et l'ensemble des transferts financiers, l'Afrique a été beaucoup plus aidée que ne l'a été l'Europe par le plan Marshall au moment de sa reconstruction. Plutôt que de rechercher des causes extérieures au retard de développement de la plupart des pays africains, il vaut mieux s'interroger sur les causes propres à l'Afrique³, notamment quand les politiques menées sont différentes de celles qui ont réussi en Asie. Il est donc pertinent de s'interroger sur les trois questions évoquées au début de cette note, le tabou de la natalité, le désintérêt pour l'agriculture, la mauvaise gouvernance et la corruption.

1. Le tabou de la natalité

L'Afrique n'a toujours pas réalisé sa transition démographique. La fécondité a commencé à diminuer dans certaines zones urbaines, mais dans la plupart des pays d'Afrique les femmes ont 4 ou 5 enfants, le record étant détenu par le Niger avec près de 7 enfants par femme. L'ONU prévoit que le continent africain va passer de 1,2 milliards d'habitants actuellement à 2,5 milliards en 2050 et peut-être à 4 milliards en 2100.

Alors qu'en Asie, des grands pays, comme la Chine avec la politique de l'enfant unique, ou l'Inde avec le soutien à la stérilisation volontaire, ont accéléré la baisse de leur taux de natalité, en Afrique pratiquement aucun gouvernement n'a osé se lancer dans une politique de limitation des naissances.

Dans un continent où la retraite n'existe pratiquement pas, avoir beaucoup d'enfants est le meilleur moyen de s'assurer une vieillesse plus heureuse. Beaucoup de dirigeants africains considèrent que l'importance de leur population augmente leur poids politique sur le plan international. Quelques experts africains considèrent même que l'Afrique va bénéficier du dividende démographique, c'est-à-dire d'une période où le nombre d'actifs sera beaucoup plus important que le nombre de personnes à charge. Ils oublient simplement que, pour être actif, il faut être suffisamment formé et avoir un emploi. Compte tenu des carences de la formation en Afrique, ce ne sera pas le cas pour beaucoup d'africains.

La première conséquence de la croissance rapide de la population est le ralentissement de l'amélioration du niveau de vie. Si un pays augmente son PIB de 4 %, mais que sa population augmente dans le même temps

de 3 %, la croissance du PIB par habitant n'est plus que de 1 %. Dans les 12 pays où les habitants sont plus pauvres en 2020 qu'en 1990, la croissance de la population a été plus rapide que la croissance du PIB.

Cette forte natalité n'a pas seulement pour effet de retarder l'amélioration du niveau de vie des Africains, elle peut aussi provoquer des crises. L'Afrique était un continent largement vide dans les années 1960 avec une densité de population de l'ordre de 8 habitant/km². Pour les agriculteurs, il était assez facile de trouver chaque année de nouvelles terres et la croissance de la population n'a pas posé trop de problèmes. La densité moyenne de population est encore assez faible actuellement, de l'ordre de 40 habitant/km², mais cette moyenne recouvre des situations variées, car l'Afrique compte beaucoup de déserts. Dans certaines zones, les conflits entre agriculteurs et éleveurs pour l'usage des terres sont de plus en plus violents. Un focus sur deux pays importants, le Nigéria et l'Égypte permet d'illustrer les problèmes à venir.

Le Nigéria est un pays de 216 millions d'habitants qui devrait atteindre 411 millions d'habitants en 2050, ce qui en fera le troisième pays le plus peuplé du monde. La densité de population sera alors de 445 hab/km². C'est supérieur à la densité actuelle des Pays Bas, pays le plus dense d'Europe, qui dispose d'une population bien formée et d'infrastructures incomparablement plus développées qu'au Nigeria. Important producteur de pétrole, le Nigéria a pendant longtemps négligé son agriculture. Le PIB/habitant est passé de 3 260 \$ en 1990 à 4 947 \$ en 2020, ce qui est peu pour un pays aussi riche en ressources minérales. Le gouvernement nigérian essaie actuellement de relancer son agriculture, mais il peine à suivre la demande. Le Nigéria importe environ 5 millions de tonnes de blé par an et il a même dû importer plus de 3 millions de tonnes de riz en 2019. L'augmentation récente de la production agricole a été due surtout à l'augmentation des surfaces cultivées et pas assez à l'augmentation des rendements. Comme le Nigéria doit s'attendre à une baisse de ses revenus pétroliers, on ne peut que se demander comment le Nigéria pourra nourrir ses 411 millions d'habitants en 2050.

L'Égypte est un pays de 1.001.450 km², avec en 2022 une population de 107 millions d'habitants, soit une densité de population moyenne de 107 hab/km². Mais en Égypte, la densité moyenne de population ne veut rien dire. La population est concentrée sur la vallée et le delta du Nil, le reste étant occupé par le désert occidental (environ 700 000 km²) et le désert du Sinaï. Les 9/10ièmes de la population se concentrent sur 1/10ièmes du territoire. L'ONU prévoit 153 millions d'habitants en 2050. Cela veut dire que l'Égypte devra trouver le moyen, soit d'habiter les zones désertiques, ce qui suppose de les alimenter en eau, soit de gérer dans toute la vallée du Nil une immense zone urbanisée avec une densité moyenne de près de 3000 hab/km². L'Égypte est déjà le plus gros importateur

³ Certaines causes extérieures sont à questionner comme des économies de rente, la captation des ressources naturelles, l'évolution des termes de l'échange, les concurrences internationales etc...

mondial de blé avec 10 millions de tonnes par an, soit souvent plus de la moitié de sa consommation. Ses principaux fournisseurs étaient l'Ukraine et la Russie et elle va être durement impactée par la guerre en Ukraine. A long terme, on peut s'attendre à un doublement des importations de céréales. L'Égypte est aussi confrontée à des risques pour son approvisionnement en eau à partir du Nil, en raison de la concurrence des pays situés en amont, le Soudan et l'Éthiopie qui veulent développer leurs capacités d'irrigation. On ne peut que se demander comment l'Égypte arrivera à surmonter toutes ces difficultés.

Il y a bien d'autres pays africains où la croissance rapide de la population va entraîner des conflits pour l'utilisation des terres et poser des problèmes de disponibilités alimentaires.

Les Africains peuvent nous surprendre et trouver des solutions inattendues, mais l'histoire nous a aussi appris que les prévisions démographiques étaient souvent corrigées par trois phénomènes importants : les guerres, les épidémies et les famines.

Les guerres sont présentes en Afrique. Le conflit le plus meurtrier dans le monde est celui qui perdure dans la zone Est du Congo et qui a déjà fait plus de 6 millions de morts, sans susciter beaucoup de réactions internationales. Toutes la zone du Sahel jusqu'au nord du Nigéria est déstabilisée par le djihadisme. La Somalie, la Libye, la Centrafrique, l'Éthiopie sont en guerre civile.

L'Afrique a su résister au virus Ebola et assez bien à la COVID 19. Ces deux alertes nous montrent cependant combien l'humanité en général et l'Afrique en particulier restent vulnérables aux pandémies.

Les risques de famine sont présents en Afrique. Le Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest a annoncé en avril 2022 que 38 millions de sahéliens risquaient de manquer de nourriture au moment de la soudure en juin-juillet 2022.

Le laisser-aller actuel en matière de limitation des naissances ne fait pas que retarder l'amélioration du niveau de vie des populations, il augmente fortement le risque de crises graves dans beaucoup de pays africains. Ce qui est déjà vrai pour les décennies à venir sera encore plus vrai pour l'après 2050.

2 – Le désintérêt pour l'agriculture.

La croissance de la population africaine est si forte que malgré un exode rural important des campagnes vers les villes, la population rurale continue à augmenter. Dans presque tous les pays d'Afrique, la majorité de la population vit de l'agriculture. Dans plusieurs pays du Sahel, c'est plus des deux tiers de la population. Cette réalité n'a pas été prise en compte par les gouvernements africains qui ont en général privilégié les villes.

En Inde, dans les années 1960/1970, le gouvernement a soutenu son agriculture et encouragé

la révolution verte qui a permis une augmentation spectaculaire de la production agricole grâce à l'emploi de variétés améliorées, d'engrais et de produits phytosanitaires. En Chine, après l'échec de la collectivisation des terres voulue par Mao, Deng Xiaoping a redonné dès 1978 la priorité à la petite agriculture paysanne en permettant aux agriculteurs de conserver leurs terres et de faire du profit.

En Afrique, les gouvernements africains ont généralement fondé leur développement sur l'exploitation de leurs ressources minérales et ont priorisé l'industrie et les services plutôt que l'agriculture.

Cela commence à l'école qui, dès les indépendances, a cherché à donner à ses élèves une formation générale plutôt qu'une formation pratique orientée vers les besoins d'amélioration des techniques agricoles. Le métier de paysan n'a pas été valorisé et l'idéal pour beaucoup de maîtres et de parents était d'avoir un élève qui devienne fonctionnaire. Cet enseignement est inadapté à plus la moitié de la population, qui ne pourra trouver un emploi que dans l'agriculture.

Le deuxième problème que n'ont pas voulu affronter les gouvernements africains est celui du foncier. En Afrique, dans beaucoup de pays, le paysan n'est pas propriétaire de sa terre. La parcelle qu'il peut cultiver chaque année lui est attribuée par un chef coutumier ou un chef de terre. Dans ces conditions, il n'a aucun intérêt à améliorer, par exemple par des fumures, la terre qu'il cultive, puisque qu'il ne l'aura plus l'année suivante. Cela explique pour une bonne part la faiblesse des rendements.

Dans tous les pays du monde, la productivité agricole a fortement augmenté quand on a donné aux paysans l'assurance de conserver la même terre pendant un nombre d'années suffisant pour rentabiliser leurs efforts d'amélioration. En Afrique, cela diminuerait le pouvoir des chefs coutumiers et, dans une société fortement marquée par le respect des anciens, les gouvernements africains n'ont en général pas osé s'y attaquer.

Une troisième raison de la faiblesse de l'agriculture locale est la concurrence internationale. Dans la plupart des pays africains, la grande majorité des paysans n'a que la force de ses bras pour cultiver sa terre, emploie peu d'engrais et de produits phytosanitaires et n'obtient que des rendements assez faibles. Or ils sont en concurrence sur le marché international avec les agriculteurs des pays développés qui utilisent largement engrais, produits phytosanitaires et gros matériels agricoles et qui ont une productivité bien plus élevée. Pour beaucoup de pays africains, il est possible de trouver sur le marché international des céréales telles que le riz, le maïs ou le blé à des prix inférieurs au prix de revient de leurs propres agriculteurs. Pour les gouvernements africains, il est très tentant de nourrir les villes, dangereux foyers de contestation sociale, en important des céréales à

bas prix. Cela permet même de prélever au passage des droits de douane. Celui qui y perd le plus est le paysan qui ne peut pas améliorer sa situation en vendant une partie de sa récolte. Mais le pays dans son ensemble y perd aussi, car si la moitié agricole de sa population n'augmente pas ses revenus, elle ne consomme pas plus et n'augmente pas les revenus de l'autre partie de la population.

Le cas du riz est particulièrement exemplaire en Afrique. En 2008, l'Inde et le Vietnam, craignant de manquer de nourriture pour leur population, ont interdit les exportations. En quelques mois, le cours du riz a triplé, ce qui a provoqué des émeutes de la faim dans plusieurs pays africains. Cette crise a amené beaucoup d'Etats Africains à décider une relance de leur production rizicole. La CEDEAO, qui regroupe la majorité des pays d'Afrique de l'Ouest, s'est fixé un objectif d'autosuffisance en riz en 2025. Appuyés par la Banque Mondiale et le centre de recherches Africa-Rice, beaucoup de pays ont élaboré une Stratégie Nationale de Développement Rizicole (SNDR) qui avait comme principal objectif de rendre le riz local compétitif avec le riz d'importation.

Cette politique d'amélioration de la compétitivité n'a pas donné les résultats escomptés, les importations ont continué à augmenter et l'objectif de l'autosuffisance en 2025 est devenu utopique. En mai 2018, le Directeur Général d'Africa-Rice, reconnaissait que, malgré la hausse de la production rizicole, l'Afrique importait chaque année 24 millions de tonnes de riz pour 6 milliards d'€.

En ne donnant pas à l'agriculture les moyens nécessaires pour que la croissance de la production agricole soit au moins égale à la croissance de la population, les gouvernements africains se mettent sous la dépendance du reste du monde.

En 2003, l'Union Africaine a commencé à prendre conscience de cette situation et les Etats africains se sont engagés à consacrer au moins 10 % de leur budget à l'agriculture. En juin 2014, l'Union Africaine constatait qu'une petite minorité de pays avaient respecté l'engagement des 10 %, certains pays comme le Nigeria, riche de son pétrole, ne consacrant que 2 % à leur agriculture.

Les crises alimentaires de ces dernières années ont amené beaucoup de pays africains à renforcer leur soutien à l'agriculture. La guerre en Ukraine qui a entraîné une forte augmentation du prix des céréales va normalement accentuer ce mouvement. Encore faut-il que la nouvelle politique agricole soit adaptée au contexte africain.

La recherche agricole a beaucoup travaillé sur le sujet, que ce soient les instituts dépendants du GCRAI, les organismes de recherche français comme l'IRD ou le CIRAD ou les nombreux instituts de recherches agricoles nationaux des pays d'Afrique. Ils recommandent tous des pratiques agroécologiques respectueuses de la fertilité des sols et encouragent l'association des cultures.

Or, dans certains pays africains, les gouvernements ont autorisé des firmes étrangères, souvent arabes ou chinoises, à exploiter des surfaces de plusieurs milliers d'hectares ou des africains riches à créer de grandes fermes. Dans les deux cas, le mode d'exploitation, imité de l'Europe ou des Etats-Unis, repose sur l'emploi de très gros matériels agricoles. C'est dangereux pour la fertilité des sols, mais surtout cela ne crée pas beaucoup d'emplois, alors que le problème principal des pays africains est de fournir un emploi aux millions de jeunes qui arrivent sur le marché du travail.

En 2013, un journaliste britannique, Joe Studwell publiait un livre, « Le triomphe du jardinage » qui montrait que la Chine, le Japon, la Corée du Sud et Taiwan avaient réussi à s'extraire de la pauvreté en misant sur les petites exploitations agricoles. Pour augmenter leur production agricole, les pays africains devraient faire confiance à leurs masses paysannes et aider les petits agriculteurs à améliorer leurs rendements en leur permettant de garder les mêmes parcelles pendant plusieurs années et en leur apportant un appui technique et financier.

3 – La mauvaise gouvernance

Le fait d'avoir sous-estimé l'importance de l'agriculture depuis des décennies peut être considéré comme un exemple de mauvaise gouvernance, mais ce qui pose plus de problèmes, c'est quand la gouvernance est entachée par des problèmes de corruption et de favoritisme. C'est un sujet difficile à traiter avec les africains qui ont parfaitement raison en affirmant que la corruption existe partout dans le monde. Aussi, pour en parler de façon non partisane, on peut se contenter de citer quelques africains compétents.

Dans l'étude « Le modèle asiatique/ Pourquoi l'Afrique devrait s'inspirer de l'Asie et ce qu'elle ne devrait pas faire », publiée en mars 2020, les auteurs, deux hommes politiques éminents et deux chercheurs africains⁴ écrivent : le « développement africain a été défini par le clientélisme, par la gestion de l'accès et des préférences des élites en échange de soutien, entraînant la « recherche de rente » – la création de richesse non pas par l'investissement mais par les connections d'organisations de groupes d'intérêts...Les systèmes de gouvernance ne sont pas inclusifs et sont fracturés, fragmentés ou élitistes, et caractérisés par la recherche de rentes, généralement en usant d'affinités ethno-politiques, raciales ou religieuses ». Sans nier la corruption, les auteurs estiment qu'elle n'a pas les mêmes effets en Afrique et en Asie. « En Asie, semble-t-il, la corruption a lieu au point de livraison, les rentes étant perçues après la fin d'un travail – ce qui renvoie

⁴ Olusegun Obasanjo, ancien président du Nigéria, Halemariam Desalegn ancien premier ministre éthiopien et deux universitaires sud-africains

peut-être à l'engagement de l'Asie en faveur du bien-être populaire. En Afrique, le plus souvent, la corruption est présente au point de transaction, entravant ainsi la livraison, au détriment direct de la création d'emplois et de la répartition des richesses ». Pour les auteurs du « Modèle asiatique », il y a des bandits « nomades » et des bandits « stationnaires ». Le « bandit nomade » a intérêt à maximiser le pillage à court terme en dépoluillant complètement ses victimes. Le « bandit stationnaire » a intérêt à maximiser le pillage à long terme en ne volant qu'une portion de ce que les victimes produisent chaque année. Un bandit stationnaire « nourrit et trait la vache » alors que le bandit nomade « la mange ». La plupart des régimes africains sont nomades, ».

Dans la même veine, un sociologue africain écrivait en avril 2022 dans « Jeune Afrique » : « Un Etat, ça se vole et ça se mange.... L'État est considéré comme une caisse, un mât de cocagne, une source de richesse à privatiser. D'où l'absence de toute notion d'intérêt général... Perdre le pouvoir, c'est perdre le monopole de la violence légitime, le monopole du contrôle de l'appareil d'État et des finances publiques, de la redistribution des voies d'accès aux marchés publics, des administrations dans lesquelles on peut placer qui l'on veut pour faire remonter la rente et pour s'appuyer sur des personnes qui vous seront éternellement redevables »

On peut ajouter qu'un rapport de 2020 de la CNUCED sur « Les flux financiers illicites et le développement durable en Afrique » estime à 76 milliards de \$ au moins la fuite illicite de capitaux en Afrique. C'est beaucoup plus que ce que l'Afrique reçoit au titre de l'Aide Publique au Développement. C'est surtout le signe que beaucoup de riches africains n'ont pas confiance dans le développement de leur pays et préfèrent investir en dehors de ce continent. Reconnaître que l'Afrique a un grave problème de corruption et d'évasion à traiter serait déjà un début de solution.

Conclusion

La population africaine va doubler d'ici 2050. L'agriculture n'ayant pas été une priorité des gouvernements africains, l'Afrique est très dépendante de l'extérieur pour son alimentation. Même si des politiques agricoles plus efficaces sont menées en Afrique dans les prochaines années, ce qui n'est pas évident, cette dépendance va s'accroître dans les années à venir. La majorité des africains travaille dans l'agriculture et l'industrie n'est pas beaucoup développée. Les pays africains qui ont bâti leur développement sur leurs richesses pétrolières risquent de voir leurs ressources diminuer dans les prochaines décennies avec l'épuisement des gisements de pétrole et de gaz. Les défis que vont devoir surmonter les pays africains d'ici 2050 sont très importants et amènent à

se poser des questions sur leur modèle actuel de développement.

L'Europe et l'Afrique ont un intérêt majeur à ce que les Africains améliorent leurs conditions de vie et s'enrichissent. Les efforts financiers des pays donateurs de l'Aide Publique au Développement, des Africains de la diaspora et de certains pays qui investissent en Afrique, n'ont pas permis que les pays africains se développent au même rythme que les autres pays du monde et certains sont même en régression.

Lors du sommet franco-africain de septembre 2021 à Montpellier, beaucoup d'africains ont considéré que les notions d'aide et de développement ne devraient plus être employées, car ils induisent une dissymétrie entre le donneur et le receveur. L'Agence Française de Développement a été invitée à se chercher un nouveau nom. On va peut-être parler d'investissement solidaire au lieu d'Aide Publique au Développement, mais cela ne change pas la nature du problème.

C'est aux pays africains de trouver leur voie de développement et il est toujours possible qu'ils nous surprennent. L'examen de la situation actuelle et la comparaison avec les pays asiatiques nous amènent cependant à penser que l'Afrique se développerait plus vite et résoudrait une partie de ses problèmes, si les gouvernements africains se posaient véritablement les trois questions de la limitation des naissances, de la place de l'agriculture dans leur économie et de la qualité de leur gouvernance.

Du développement



Aires alimentaires métropolisées : une solution pour l'Afrique ?

par Pierre Jacquemot⁵

Comment mener une politique de souveraineté alimentaire efficace dans un contexte de fort développement des villes africaines ? La guerre en Ukraine et la pandémie de Covid-19 ont reposé la question des dépendances agricoles aux importations pour certains produits clés (céréales, légumineuses, intrants) et aggravé l'insécurité alimentaire. Une solution émerge, celle des « aires alimentaires métropolisées ». Densifiées, elles permettraient de constituer des chaînes d'approvisionnement locales et régionales. La frontière campagne-ville se brouille.



L'Afrique des campagnes a profondément changé durant les dernières décennies. L'extension des villes et le développement progressif des bourgs ruraux ont modifié l'armature spatiale dans de

nombreuses régions. Dans la basse vallée du Nil, sur le littoral de Tanger à Casablanca, dans la conurbation sud-africaine du Gauteng, dans le golfe de Guinée centré sur le sud-est du Nigeria et prolongé le long de la côte ouest-africaine, dans la partie nord de la région des Grands Lacs, dans le corridor Nairobi-Kampala, dans les hautes terres éthiopiennes ou dans les noyaux de fort peuplement de la bande soudanienne, la grande majorité des populations rurales vit à moins de 50 km d'une ville d'au moins 50 000 habitants[1].

En 2020, Africapolis a identifié 7 670 centres urbains de plus de 10 000 habitants dans 50 pays[2]. On observe autour de ces agglomérations, la constitution d'un chapelet de petites villes intermédiaires construit sur d'anciens noyaux villageois devenus de micro-centres urbains. Routes et marchés, mais aussi infrastructures d'électricité et d'eau, établissements scolaires et structures de santé favorisent la « rurbanisation » de ces espaces. Près des trois quarts de la population africaine vivent ainsi à l'interface entre zones rurales et zones urbaines. On est donc loin de la représentation dualiste parfois dominante. Les catégories « urbain » et « rural » n'offrent qu'une image imprécise — voire fausse — des évolutions en cours. Elles ne rendent pas compte de l'importance de l'urbanisation intermédiaire et des fonctions économiques qu'elle assure.

Certes, les campagnes isolées existent encore. Mais la radio et la téléphonie mobile stimulent l'accès à l'information et le besoin de mobilité. Pour nombre de ruraux, ce besoin finit par brouiller les limites des espaces. Le réseau routier structure le peuplement et stimule les transhumances de personnes qui vivent tantôt en ville tantôt au village, au gré des saisons ou de la période de la vie. De plus, alors que nombre de villageois s'urbanisent, les écosystèmes des villes

⁵ Administrateur du Groupe Initiatives, ancien ambassadeur et universitaire

perpétuent certaines des activités rurales antérieures.

L'agriculture africaine guidée par l'essor des villes

Selon la FAO, l'économie alimentaire en Afrique devrait atteindre en valeur 1 000 milliards de dollars à l'horizon 2030. Pour comprendre comment la demande, principalement tirée par une croissance des villes de 4,5% chaque année, sera couverte, il faut écarter l'idée selon laquelle les villes africaines sont déconnectées des circuits d'approvisionnement en produits du terroir. S'il est exact que pour certains aliments essentiels, comme le blé, le riz, le sucre, le lait en poudre ou certaines huiles, l'extraversion reste un sujet de préoccupation des États, la très grande majorité des denrées consommées en ville proviennent des exploitations locales et régionales[3].

Selon une étude conjointe de la Banque mondiale et de l'Agence française de développement, les dépenses alimentaires de Niamey, Abidjan et Rabat en produits importés sur le marché international ne dépassent pas 8 % de la consommation alimentaire, avec certes de fortes variations selon les revenus et les classes d'âge[4]. La ville et ses périphéries nourrissent la ville. À Dar es Salam, c'est 90 % de la demande en légumes qui est assurée par l'agriculture périurbaine. À Kampala, c'est 70 % de la demande en viandes de volaille et œufs qui est satisfaite par l'agriculture en étroite proximité de la ville. A Kinshasa, on compte dix mille maraîchers dont les deux tiers pratiquent le maraîchage occasionnel pour arrondir leurs fins de mois. L'agglomération de plus de 10 millions d'habitants compte 400 marchés, avec environ un million de commerçants. Les opportunités commerciales qu'offrent les marchés urbains incitent à une croissance de l'investissement dans l'agroalimentaire par de nouveaux agri-entrepreneurs. Toutes les activités – transport, stockage, transformation, distribution – sont dynamiques dans les zones rurales voisines des villes en croissance. Au Sénégal, la production de fruits et légumes a crû de 140 % entre 2000 et 2020. La région littorale de Dakar assure ainsi la majorité de cette production. La même tendance est observée dans l'espace proche de la majorité des villes d'Afrique.

La croissance urbaine est un moteur de la transformation des systèmes de production agroalimentaire. Certes, le riz et le blé occupent encore une place prépondérante dans l'alimentation des citadins, mais dans la

restauration de rue, qui fait vivre cinquante mille femmes à Dakar et plus de cent mille à Abidjan, des plats à base de produits locaux parviennent à conquérir une place au titre du « manger local » : fonio et teff (céréales dites secondaires), tarococoyam et macabo (à base de tubercules), alloco (plantain), atiéché (manioc), pâte à ngalakh (dessert à base de mil et d'arachide), jus de fruits locaux, confiture de bissap ou de mangues...

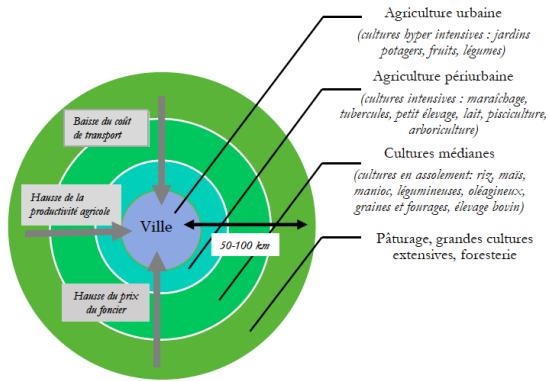
Un modèle de valorisation des ressources endogènes

L'imbrication croissante des villes et des campagnes produit de nouvelles formes de territorialités. Autour de toutes les grandes agglomérations africaines, côtières comme intérieures, se forment des « aires agroalimentaires métropolisées » englobant à la fois des villes, des bourgs secondaires, des villages et des campagnes qui présentent un degré élevé d'intégration. Les dynamiques de ces écosystèmes permettent la valorisation des ressources alimentaires endogènes. Leur organisation obéit à une logique géographique de répartition des activités suivant le modèle de Johan Heinrich von Thünen, un hobereau allemand basé à Mecklenburgh, qui a effectué des observations sur ses propres terres avant de publier un ouvrage en 1826, proposant une modélisation originale de la géographie économique[5].

Actualisé dans le contexte africain, le modèle donne une organisation intelligente. Le vivier marchand irrigue le cœur des villes, avec autour de celles-ci, du maraîchage, des cultures fruitières et de l'élevage avicole et laitier et, plus loin, des espaces consacrés aux céréales (riz, maïs, sorgho, blé mais plus rarement), aux tubercules (manioc, gombo, aubergine...) et aux légumineuses (niébé, arachide, pois d'Angole...) et aux légumes supportant le stockage et le transport. Les filières d'élevage périurbaines d'espèces à cycle court (volailles, ovins, caprins, porcins) tout comme la pisciculture paysanne trouvent également des marchés tirés par une demande urbaine en protéines animales.

L'affectation du sol agricole s'effectue selon des couronnes concentriques plus ou moins régulières, allant du cœur de la ville vers ses périphéries éloignées. Par analogie avec le modèle von Thünen, les cultures les plus rentables et impliquant des coûts de transports élevés par unité produite sont installées au plus proche du marché urbain. Leur productivité couvre une rente

foncière élevée. En revanche, les productions ayant un faible coût d'acheminement, mais qui sont les moins rentables seront dans des cercles plus éloignés. En un point distant, l'augmentation des coûts de transport peut devenir telle que la rentabilité nette d'un produit devient rédhibitoire.



Le modèle von Thünen revisité

La longueur des chaînes de valeur augmente à mesure que les villes grandissent. On retrouve ici le concept de la fondation RUAf (Global Partnership on Sustainable Urban Agriculture and Food Systems) et de la FAO de City-Region Food System (CRFS) qui met l'emphasis sur le développement spatial de systèmes alimentaires intégrés et résilients.

Les analyses de la réorientation des politiques agricoles impliquent que les États s'inscrivent dans une perspective de long terme pour rendre les systèmes alimentaires durables et résilients. La démarche qui met en avant l'écosystème territorial présente de multiples avantages. Elle permet d'identifier les zones présentant le meilleur gain comparatif pour des cultures particulières, d'identifier les modes d'organisation des filières agricoles à privilégier, de coller au mieux aux préférences des consommateurs urbains, de raisonner en termes de services écosystémiques, enfin de modéliser les impacts positifs sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Elle peut constituer une première approximation pour l'élaboration de politiques et de programmes visant à promouvoir la souveraineté alimentaire, indispensable pour s'extraire des crises récurrentes[6]. Reste, à l'évidence, à tenir compte de chaque contexte, avec ses spécificités et ses complexités que le modèle ne peut pas parfaitement appréhender.

(1)Bruno Losch, « L'Afrique des villes a besoin de l'Afrique des champs », Demeter, 2014., p.109.

[2] Source, OCDE/CSAO, Dynamiques de l'urbanisation africaine 2020 : Africapolis, une nouvelle géographie urbaine, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, OCDE, 2020,

[3] Sirdey N., Bricas N. et Dia Camara A., « Les systèmes alimentaires en Afrique subsaharienne : caractérisation et spécificités », Grain de sel, n° 81, la revue d'Inter-Réseaux développement rural, 2021.

[4] Balineau G., Bauer A., Kessler K. et Madariaga N., Les systèmes agroalimentaires en Afrique. Repenser le rôle des marchés, Coll. « L'Afrique en développement », coédition de l'Agence française de développement et de la Banque mondiale, Paris, Washington D C, 2020.

[5] Von Thünen J-H, Recherches sur l'influence que le prix des grains, la richesse du sol et les impôts exercent sur les systèmes de culture (traduit de l'allemand), Paris, Guillaumet et Cie, 1851.

[6] Nous développons cette approche dans notre livre. P. Jacquemot, Souveraineté agricole et alimentaire en Afrique, la reconquête, L'Harmattan, 2021.

Publié le 22 août 2022 pour FARM

La question sociale, enjeu prioritaire pour l'Afrique sub-saharienne

par Pierre Auffret

La « question sociale » se caractérise par l'environnement démographique et socio-économique, la satisfaction de besoins primordiaux, la réponse politique apportée à l'expression populaire.

Nous n'aborderons ici que les deux premiers aspects. Commençons par quelques remarques.

Des besoins qui vont augmenter...

Concernant les besoins primordiaux, on y trouve la santé, l'éducation, l'accès aux services de base (électricité, eau potable, etc.) et au logement. La nature de ces prestations va dépendre de divers facteurs, en particulier de la structure démographique du pays - une population essentiellement jeune nécessitera des structures éducatives plus nombreuses alors qu'une

population vieillissante aura besoin de structures de soins. Son volume sera lié au nombre d'habitants.

Pour ce qui concerne la démographie en Afrique sub-saharienne, celle-ci a très fortement progressé depuis les Indépendances passant de 220 millions d'habitants en 1960 (7,2% de la population mondiale) à 1,094 milliards en 2020 (14 % de la population mondiale) et devrait se poursuivre dans les décennies à venir pour atteindre de 2 à 2,5 milliards d'habitants en 2050. De plus, comme le souligne un rapport de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), « la jeunesse représente plus d'un tiers de la population (34,2 %) et c'est la seule région au monde où la population active croît plus rapidement ». Voilà pourquoi il faut s'attendre à une forte augmentation de la demande en besoins sociaux dans les années à venir. Aussi, aux besoins déjà existants en écoles, hôpitaux, logements, s'en ajouteront de supplémentaires dans l'avenir. Besoins immenses auxquels il faudra ajouter le développement des infrastructures permettant de faire vivre la population dans des conditions décentes et à l'économie de fonctionner.

...mais qui ont un coût

Autant de prestations qui représentent des coûts : coût d'investissement à la charge du secteur privé ou de l'État, coût de fonctionnement imputé à ces mêmes financeurs mais aussi aux familles.

Mais pour tout ministre des Finances, ces dépenses sont en concurrence avec d'autres : sécurité intérieure et extérieure, administrations, infrastructures (routes, ponts, ports, etc.) et ce sans qu'il soit toujours possible d'augmenter les recettes fiscales. Certes, des investissements peuvent être concédés au secteur privé dès lors qu'un retour sur investissement est possible. Quant aux familles, elles ne peuvent prendre en charge certaines dépenses (soins, éducation, etc.) qu'à concurrence de leurs revenus, ce qui est loin d'être faisable dans des pays où le secteur dit informel domine, variant de 30% à 90% de l'emploi non agricole. Le manque de ressources financières tant au niveau de l'État que des familles constitue donc un frein au développement.

Financer les besoins sociaux

Si l'État, au travers des dotations budgétaires, a un rôle déterminant dans le financement des

institutions et prestations sociales, il faut constater que les taxes à la consommation, l'impôt sur les revenus ou sur les bénéfices produisent peu dans des pays où le secteur informel est encore dominant. Certes, les programmes internationaux bilatéraux et multilatéraux apportent une aide importante en matière d'investissements sociaux (écoles, hôpitaux, etc.) et le secteur privé intervient de plus en plus dans la mise en place et/ou la gestion de certaines infrastructures (port, électricité, etc.), mais il n'en va pas de même en ce qui concerne les dépenses de fonctionnement. Et si des efforts ont été faits par les États avec la gratuité de l'éducation et des soins, leurs capacités de financement restent limitées, d'autant plus que les budgets de nombreux États sont contraints par des dettes contractées dans les années passées. Financer les programmes sociaux impose donc une approche globale permettant le développement d'investissements productifs, dans laquelle devraient se trouver la réduction de la dette publique au travers de la négociation de contrats de désendettement (C2D), la création d'un environnement des affaires stable (fixation et respect d'un cadre juridique, lutte contre la corruption, fiscalité attractive, stabilité monétaire, etc.), la mise en place de mécanismes facilitant la création de petites et moyennes entreprises (guichet unique) et la mise en place de mécanismes simplifiés de financement.

La création d'emplois productifs nouveaux et la transformation de ceux informels en formels sont indispensables. Les États ont donc un rôle capital à jouer pour accélérer cette évolution et permettre l'implantation de nouvelles activités productrices, comme cela s'est fait dans les autres régions du monde. Sans cela, la question sociale deviendra une question politique aux conséquences incertaines.

Pierre Auffret
P.Auffret@yahoo.fr

De la Culture



Le piano d'Albert par Loys Dupuy

Euloge da Silva descendit de l'avion et regarda attentivement les bâtiments de l'aéroport. Ils n'avaient guère changé mis à part le nouveau nom qui s'étalait à leur fronton : "Aéroport International Cardinal Bernardin Gantin". On devait toujours sentir le kérozène depuis la maison de ses parents dans le quartier de Cadjéhoun ...

Le policier vérifia son passeport avant de lui demander s'il venait en vacances.

— Non, je rentre définitivement au pays, répondit-il avant de se diriger vers la zone de récupération des bagages.

Comme autrefois, l'attente fut longue ce qui lui donna tout loisir de penser à ce changement qui s'était imposé à lui comme une évidence.

Après ses études de médecine, à Strasbourg, il avait été sollicité par l'hôpital Louis Pasteur de Colmar et y avait exercé pendant plusieurs années dans une ambiance cordiale et sympathique malgré quelques désagréments liés à son statut d'étranger. Sa vie lui convenait, jusqu'à ce week-end de printemps où des confrères l'avaient entraîné à Gunsbach pour visiter la maison du Docteur Albert Schweitzer. Il avait entendu parler de ce médecin philanthrope, pasteur et musicien, qui avait fondé au Gabon, en pleine brousse, un dispensaire où il avait terminé sa vie. L'image de cet homme à la moustache et aux cheveux blancs jouant du piano dans une case à Lambaréne ne l'avait plus quitté. Et la décision s'était imposée : il devait retourner au Bénin. Il n'avait rien à faire en France, dans ce pays qui n'était pas le sien. Les problèmes de rentabilité de l'hôpital et la vie trépidante lui avaient soudain été insupportables.

Il avait ressenti un immense besoin de retrouver ses racines. Tout avait été réglé très vite et il était là, prêt pour un nouveau départ, pour une vie nouvelle, chez lui, dans son pays.

Ses deux valises enfin arrivées, il avait hélé un taxi brinquebalant qui l'avait déposé devant la maison de son enfance. Ernestine, sa mère, et sa sœur Thérèse l'accueillirent avec des cris de joie et forces embrassades. Mais, lorsqu'il annonça son intention de créer un dispensaire près de Nattitingou, leur attitude changea. Ernestine se laissa tomber sur un chaise et sembla frappée de stupeur tandis que Thérèse s'exclamait :

— Mais qu'est ce qui te prend ? Tu avais tout là bas et tu veux partir en brousse où il n'y a même pas l'électricité ! Je viens d'obtenir mon diplôme de sage-femme et j'ai écrit à ton hôpital. Je les intéresse et voulais te faire la surprise. En France, les docteurs sont respectés et ils "gagnent l'argent". Ils ont les matériels les plus modernes tandis qu'ici, nous manquons parfois de médicaments. Ce sont les associations françaises qui nous les donnent. Je veux pouvoir faire vraiment mon métier !

— Tu te trompes, Thérèse. Tout n'est pas aussi rose que tu le crois en France. Les médecins étrangers comme moi ne sont pas payés comme les docteurs français. Les conditions de travail ne sont pas faciles. Il faut aller toujours plus vite, être toujours plus efficace, plus performant. Cela ne correspond pas à notre façon de vivre. Et puis l'avenir des Africains est en Afrique, pas en Europe. J'en ai pris conscience quand j'ai visité la maison du docteur qui a construit l'hôpital de Lambaréne au Gabon.

— Ah oui ! Le docteur Albert Schweitzer ! On nous en a parlé à l'école. Mais c'était une autre époque. Tout a changé maintenant. Notre maison c'est le monde ! Il faut voyager, apprendre à vivre et à soigner comme dans les pays riches.

— C'est vrai, le monde frappe à notre porte et il s'intéresse beaucoup à l'Afrique mais je ne suis pas sûr que ce soit pour de bonnes raisons. Si les Chinois viennent sur notre continent, c'est uniquement par intérêt. Nos parents ont voulu l'indépendance, ce n'est pas pour que nous soyons soumis d'une autre façon.

— Mais qu'est-ce-que nos parents ont fait de cette indépendance ? Les hôpitaux chez nous sont toujours aussi délabrés et nos dirigeants vont se faire soigner en France quand ils sont malades ! C'est bien la preuve que c'est mieux là-bas !

— Tu connais Albert Schweitzer, c'est bien ! Mais est-ce que tu connais le médecin congolais Denis Mukwege ? Je ne sais pas s'il joue du piano dans la brousse mais il est pasteur comme Schweitzer. Comme lui, il a eu le prix Nobel de la Paix. L'avenir de l'Afrique, ce sont des gens comme lui. Tu as raison de dire que Lambaréné c'était une autre époque. On venait aider les Africains, maintenant c'est aux Africains de s'aider et c'est pour cela que je suis revenu. Parce que je n'étais pas à ma place en France, même si j'y ai beaucoup appris.

Dans un phrasé calme mais enthousiaste, le grand frère essayait de convaincre la petite sœur. La quarantaine, mince et de taille moyenne, son visage étroit, presque ascétique, trahissait un caractère volontaire.

Thérèse restait tout ouïe devant ce "Grand Type" déterminé, au parler clair, arborant un front haut et lisse mettant en valeur des sourcils broussailleux. Un regard sombre et une courte barbe grisonnante, finement taillée, confirmaient le tempérament affirmé du personnage. Euloge da Silva s'approcha du manguier et s'installa dans un fauteuil antique vestige d'une époque révolue. Il avait à cœur de vider son sac, d'éclairer sa sœur et, à travers elle, sa famille, voire la communauté de quartier ou la ville entière. Il se devait de témoigner, de révéler les évidences d'aujourd'hui comme il les percevait après des années vécues outre-mer, de "l'autre côté". Il lui fallait dépoussiérer, trier, recadrer les idées véhiculées ici par une dialectique trempée dans le fatalisme ressassé et la résignation acceptée.

— Tu sais, petite sœur, j'ai beaucoup réfléchi en France. En comparant la situation de mon pays à celle des pays dits "riches", j'ai essayé de comprendre pour imaginer le futur dans ce clair-obscur qui nous enveloppe.

Rends-toi compte : dans trois décennies à peine, la population de notre continent représentera le quart de celle du globe ! Un poids démographique, une vitalité, une force qui feront basculer les équilibres de la planète.

Ne te laisse pas aveugler par ce monde occidental et apprends plutôt de la réalité historique. Tous les grands empires se sont évanouis en l'espace de quelques siècles : les Perses, les Troyens, les Grecs, les Romains, les Incas ou les Aztèques, y compris chez nous les Malinkés puis les Songhaïs.

Oui, nous vivons des temps difficiles, c'est vrai, mais ces contraintes génèrent des hommes forts et volontaires. Notre tour est venu d'inverser les rôles. Regarde les progrès de nos frères Rwandais, Kényans, Cap-verdiens, Ghanéens et autres ! Finissons-en avec nos économies d'enclaves et d'extraction, elles n'entraînent pas le bien-être dans nos campagnes, créent des problèmes sociaux, entretiennent la corruption... Il faut sortir de cette dictature et arrêter de brader les ressources de nos pays richissimes en réserves de toutes sortes dans lesquelles les multinationales se taillent la part du lion !

Et puis, j'ai vu comment, en Europe, les grands repères culturels s'effondrent : la famille, la nation, la responsabilité, le devoir... remplacés par le sacre de l'individu, l'égocentrisme, l'indifférence, le culte de l'hédonisme et de l'identité fragmentée. Tout cela conduit à l'hypertrophie de ce qu'ils appellent la modernité, et aux excès tous azimuts. Non, vraiment, je ne souhaite pas ce soi-disant progrès symptôme d'une crise profonde de civilisation qui conduit à une extrême fragilisation de l'individu. En France, on ne compte plus les dépressions, exclusions, suicides, disparitions...

Bien sûr, lorsque le soir descend sur Cotonou et qu'en rentrant chez moi, je subis une coupure d'électricité ou que je slalome sur une chaussée défoncée, je mesure ce que l'organisation sociale a ici de déficient ou d'inachevé et j'aspire à une forme plus optimale de confort. Mais l'expérience de ces carences prend place dans le halo des choses vécues : la vie forme ce tout indistinct qui agrège des situations issues des différentes dimensions de l'existence.

Thérèse observait son frère, admirative mais aussi dubitative et désorientée :

— Mais enfin, Euloge ! Tu es déconnecté, mon frérot ! Tu nous imagines dans un univers exotico-bucolico-mystico-primitif ! Ton séjour français t'a hissé au sommet de l'échelle sociale, il t'a formaté à la vision occidentale et te voilà de retour avec un discours, des idées quasi révolutionnaires ! Kérékou, c'est fini, c'était avant ! Ici, nous aurons, longtemps encore, besoin de la solidarité internationale, de l'aide humanitaire. Ton séjour français t'a préservé des difficultés que nous endurons, nous, ici, au quotidien.

Ernestine regardait sans rien dire ses deux enfants exposer avec véhémence leurs arguments. Elle soupira et haussa les épaules en marmonnant :

— Ces deux-là, pas moyen de les mettre d'accord ! Ils sont aussi têtus l'un que l'autre.

— Petite sœur, tu es adulte et responsable et tu sais bien que nous devonsachever notre décolonisation par une rencontre féconde avec nous-mêmes. L'Afrique ne doit plus courir sur les sentiers

qu'on lui indique – ou impose – mais marcher prestement sur le chemin qu'elle aura choisi, patiemment, dignement, avec persévérence.

Ne te condamne pas à vivre les affres de la comparaison permanente. Réfléchis ! Et vis ton destin où bon te semble.

Les jours qui suivirent donnèrent raison à la vieille maman. Euloge et Thérèse restaient fermes sur leurs positions : le premier décidé à mener à bien son projet de dispensaire et la deuxième à partir travailler en France dans l'hôpital que son frère venait de quitter. Impressionnée par les efforts de son fils pour mettre en route une administration fort peu réactive et

particulièrement tatillonne, Ernestine finissait par penser que la place de sa fille était, peut-être, aussi au pays. Mais rien n'y fit. Thérèse, obstinée, reçut son contrat et s'embarqua pour la France. Euloge, quant à lui, obtint après force négociations et quelques arrangements, toutes les autorisations nécessaires. Six mois passèrent. Le dispensaire était terminé mais il y avait encore beaucoup à faire pour qu'il soit vraiment opérationnel et les obstacles étaient nombreux. Dans son bureau à l'ameublement des plus succincts, le jeune médecin alignait des chiffres et observait avec inquiétude la longue liste du matériel de première nécessité manquant. Son téléphone portable laissa échapper le son d'une notification. Euloge regarda le nom de l'expéditeur : Thérèse.

Avec un grand sourire, il lut ce court message :

— Moi aussi je veux jouer du piano dans la brousse ! Y a-t-il un poste de sage-femme dans ton dispensaire ?

Cinéma au Niger

Par Gilles Lainé

A cette époque, Tahoua disposait encore d'un cinéma, vaste enceinte en banco, édifiée par Mustapha Alassane, à quelques pas de la maison. Cette proximité physique expliquait largement ma fréquentation assidue : ayant installé mon lit sur la terrasse de la villa, la bande-son du film projeté dans cette enceinte à l'air libre s'imposait dans le silence nocturne de la petite ville.

La programmation n'était pas des meilleures : films indiens, chinois, américains de série B pour l'essentiel. Parfois nous avions droit à autre chose. Un soir à l'affiche un film suédois : « A bas les petites culottes »...

La « salle » était comble, plus que d'habitude (comme pour un taxi-brousse, la notion de « plein » est toute relative). Le public impatient de découvrir cet objet étrange venu du Nord...

Très rapidement on a été déçu : le film avait été coupé sauvagement : effet de la censure (nous étions dans une zone qualifiée de « traditionnelle » dans un pays profondément musulman), vols des projectionnistes précédents qui s'étaient gardés les meilleurs moments ? Le résultat était un film incompréhensible : un beau moustachu sonne à la porte d'un appartement que lui ouvre une jolie blonde, l'image suivante le montre redescendant les escaliers l'air satisfait... Parfois, tout

de même, on voyait les personnages entrer dans la chambre et nous avions droit à quelques images de leurs ébats (?) dans la pénombre... On ne distinguait rien de ce qui pouvait se passer dans la pièce obscure.

Alors surgissait des rangs des spectateurs des dizaines de faisceaux lumineux, des lampes torches, qui cherchaient quelques instants puis convergeaient et se concentraient sur un coin de l'écran, comme des insectes grégaires attirés par la lumière, afin de mieux voir ce que faisaient ces sacrés scandinaves !

PRÉSENTATION DE LA 13ÈME ÉDITION DE VISIONS D'AFRIQUE (19 - 25 octobre 2022)

Par Gérard La Cognata

La 13ème édition de « Visions d'Afrique » aura lieu dans les salles de Marennes et de Saint-Pierre d'Oléron du mercredi 19 octobre au mardi 25 octobre. La 12ème édition qui s'était tenue du 20 au 26 octobre 2021 avait marqué une nette progression du public par rapport à la difficile année 2020. Cette 13° édition restera fidèle pour son organisation au schéma mis en œuvre les années précédentes.

1 TROIS RÉALISATEURS PARTICIPERONT AU FESTIVAL ; UN HOMMAGE PARTICULIER SERA RENDU AU CINÉASTE ÉGYPTIEN YOUSSEF CHAHINE.

Parmi nos invités cette année, nous accueillerons un homme au parcours singulier, tout à la fois romancier et cinéaste, **Mehdi Charef**, l'auteur en 1983 du roman autobiographique "Le thé au harem d'Archimède".

Ahmed" dont il tirera en 1985 un film (Le thé au harem d'Archimède), le premier film en France consacré à la banlieue et à sa jeunesse, couronné en 1985 par le Prix Jean Vigo et par un César. Il nous parlera de ce film, le premier d'une œuvre cinématographique importante, de son travail de réalisateur et de ses romans, notamment "La Cité de mon père" et "Rue des pâquerettes".



Autre cinéaste invité, le documentariste belge **Thierry Michel**, qui nous présentera son dernier opus sur la République Démocratique du Congo à laquelle il a consacré depuis 1970 plus de 15 films (notamment "Mobutu, roi du Zaïre" en 1999 et "Congo River" en 2005) : "L'Empire du silence" qui raconte, à travers des images souvent dures, les tragédies qui ont affecté les populations de l'est du Congo entre 1994 et les années 2000, et qui se poursuivent à l'heure actuelle.

Notre troisième invité, le réalisateur franco-marocain **Ismaël El Iraki** vient de réaliser son premier long métrage "Burning Casablanca" qu'il présentera aux spectateurs de Visions d'Afrique. Passionné par le cinéma de genre, il nous offre un film sur la passion "qui file à 100 à l'heure" et ne laisse aucun instant de répit aux spectateurs. L'actrice Khansa Batma qui incarne l'héroïne du film, a reçu le prix d'interprétation féminine à Venise en 2020 (section Orizonti).



Enfin « Visions d'Afrique » a décidé de célébrer **Youssef Chahine**, le "Père" incontesté du cinéma égyptien auquel la cinémathèque française a rendu un bel hommage en 2019. Deux de ses films les plus connus, parmi une production de plus de 40 films,

seront proposés à Visions d'Afrique : "Gare Centrale" (1958) et "Le Destin" (1997).

Pour parler du cinéma de Y. Chahine et commenter les images, nous avons sollicité **Emna Mrabet**, enseignante à Paris VIII, spécialiste des cinémas du Maghreb et du Moyen Orient.

2 UNE SÉLECTION DE FILMS RICHE ET DIVERSIFIÉE

En matière de cinéma africain, l'année 2022 s'est révélée particulièrement riche et d'une surprenante variété thématique.

Les choix ont été bien difficiles. Ils ont conduit à la sélection de 20 films, dont 5 documentaires venus de 9 pays.

Les spectateurs découvriront le film égyptien "Boy from heaven" de Tarik Saleh, prix du scénario à Cannes 2022, "L'automne des pommiers", le séduisant et troublant film du marocain Mohamed Mouftaki qui a triomphé à Tanger et au festival de Kouribga, "Aya", le film émouvant de Simon Coulibaly Gillard, et "Communion", grand prix du festival de Louxor, du tunisien Nejib Belkhadi...

Ils seront sûrement séduits par "Le bleu du caftan", la deuxième œuvre magistrale de la cinéaste marocaine Myriam Touzani, après "Adam" (Visions d'Afrique 2019).

Ils seront aussi passionnés par les documentaires de Aïssa Maïga, "Marcher sur l'eau", et de Lina Soualem, "Leur Algérie".

Deux documentaires les convaincront encore davantage de la place éminente de la musique en Afrique Centrale :

- « The Rumba Kings » d'Alan Brain, qui viendra en contrepoint de l'image pessimiste que "L'Empire du silence" donne du Congo, en montrant l'histoire souriante de la rumba congolaise, de son rôle historique face au colon belge, de son rayonnement en Afrique et dans le monde.

- "Tonton Manu" de Patrick Puzenat et Thierry Dechilly, qui raconte comment la musique de Manu Dibango a pu conquérir le monde.

Ils se passionneront en échangeant sur la manière dont un cinéaste français, Robert Guédiguian, nous raconte, dans "Twist à Bamako", les premiers temps exaltés du Mali indépendant et socialiste.

Ils riront sans doute de bon cœur en suivant les aventures des héros du film "Les trois lascars", le grand succès populaire du réalisateur burkinabé Boubacar Diallo.

Ils seront émus par les aventures de « Mica » le jeune héros du film d'Ismaël Farroukh qui par ailleurs a été sélectionné pour les collégiens .

Ils seront enfin touchés par les efforts déployés par les jeunes gens qui assurent sur leurs mototaxis les transports urbains dans « Benskins » du réalisateur camerounais Narcisse Wandji.

Pour les élèves du primaire, c'est "La petite vendeuse de soleil", le film de Djibril Diop Mambety, qui a été proposé.

Catherine Ruelle et Thierno Ibrahima Dia, nos fidèles critiques, seront bien sûr une nouvelle fois devant les écrans de l'Estran et de l'Eldorado pour animer les échanges que ne manqueront pas de provoquer les 20 films sélectionnés.

3 DEUX INVITÉS POUR ANIMER LES RENCONTRES LITTÉRAIRES

Bernard Magnier sera présent une fois encore pour faire vivre les rencontres du public avec les auteurs invités. Il nous fera donc rencontrer cette année d'une part Mehdi Charef, l'auteur du "Thé au harem d'Archimède", de "Rue des pâquerettes" et de "La cité de mon père" et d'autre part, une éditrice et autrice de l'île Maurice, Corinne Fleury, qui présentera ses ouvrages pour la jeunesse.



Mehdi Charef sera aussi invité dans plusieurs collèges, dans des classes de 3ème et de 4ème, quand **Corinne Fleury** rencontrera le jeune public dans les quatre médiathèques.

4 TROIS EXPOSITIONS DANS LES MÉDIATHÈQUES ET À L'ELDORADO

Comme chaque année, des expositions illustreront cette 13^e édition.

Dans les médiathèques de Marennes, Saint-Pierre d'Oléron et de Saint-Georges d'Oléron, le peintre **Slimane Ould Mohand** montrera ses dernières créations, notamment les tableaux qu'il vient de consacrer à l'Éthiopie.

Dans le hall de l'Eldorado sera installée une exposition sur Youssef Chahine et ses films, réalisée à la suite de celle proposée en 2019 par la Cinémathèque Française à l'occasion du dixième anniversaire de la disparition du réalisateur.

Enfin, dans le hall de l'Eldorado sera également installée une exposition importante qui rassemblera les photos rapportées par la photographe oléronaise Odile Motelet de son récent voyage au Cameroun et de son séjour chez les pygmées Baka.

Revue de presse



BULLETIN D'ADHÉSION

Liste de livres et documents

+ « Géopolitique de l'Afrique » par Sonia Le Gouriellec Editions PUF/Que sais-je

+ « Souveraineté agricole et alimentaire : la reconquête » par Pierre Jacquemot Editions L'Harmattan

+ « Guerre d'influences, les Etats à la conquête des esprits » par Frédéric Charillon Editions Odile Jacob

+ « Dire l'indicible » par JM Marlaud ancien ambassadeur à Kigali en 1994 Editions l'Harmattan

+ « L'Afrique ne souhaite plus un tête à tête avec la France » par Frédéric Lejean Editions L'Harmattan

+ Revue « Recherches internationales » n°121 Problèmes contemporains de l'Afrique sub-saharienne

+ Bulletin « Afrique réelle » publié mensuellement par Bernard Lugan

+ Revue « Afrique Contemporaine » n°243 Chez Cairn

+ Revue « Questions internationales : L'Afrique, atouts et périls » n°115 septembre 2022

Prénom

Nom.....

Coordonnées adresse postale et courrier électronique

Signature :

Date :

Cotisation annuelle : 20 euros

A régler par chèque à l'ordre de « Fraternité Afrique

Bulletin d'adhésion (accompagné d'un chèque) à envoyer à Joël Dine président (adresse 434 route de l'Orme 45500 Saint-Martin-sur-Ocre) ou Michel Bousquet trésorier (adresse : 41 rue Censier 75005 Paris)